

AFP , le 5-12

Le Mali demande à l'ONU "d'agir vite" pour autoriser la force internationale

NEW YORK (Nations unies) — Le Mali a réclamé mercredi au Conseil de sécurité de l'ONU "d'agir vite" pour autoriser le déploiement d'une force internationale afin de reconquérir le nord du pays, contrôlé par des islamistes, au cours d'un débat au Conseil de sécurité.

De son côté, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a rappelé qu'il préférerait une approche prudente et progressive, avec pour priorité la négociation avec certains des groupes qui contrôlent le Nord.

Le Conseil, saisi d'un plan d'intervention de la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest), doit se prononcer prochainement sur cette opération internationale sur la base d'une résolution préparée par la France.

L'ambassadeur français à l'ONU Gérard Araud a confirmé à la presse que ce texte serait soumis "dans les jours qui viennent" au Conseil. Ce projet inclura "une approche politique, la plus importante", c'est-à-dire une réconciliation nord-sud, et "une approche militaire", a-t-il précisé.

Il s'agira "d'autoriser le déploiement d'une force de la Cédéao à Bamako pour préparer et entraîner l'armée malienne et pour également encourager le processus politique". Paris espère son adoption avant Noël.

"Nous voulons souligner l'urgence du déploiement de cette force", a martelé la représentante malienne, Mme Traore Rokiatou Guikine, ministre des Maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine.

"Le quotidien de la population malienne, a-t-elle déclaré, s'appelle flagellations, amputations, exécutions sommaires enrôlement d'enfants soldats, viols, lapidations".

Elle a fait valoir que Bamako ne cherchait pas à "combattre une minorité ethnique". Selon Mme Traore, la minorité touareg (4% de la population totale du pays mais 35% de celle du Nord) n'est pas marginalisée et "toute la communauté touareg ne soutient pas cette rébellion".

Tout en disant "partager un sentiment d'urgence", le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires politiques Jeffrey Feltman a répété que l'intervention devait être un "dernier recours", se référant au récent rapport de M. Ban.

Selon M. Feltman, il faut d'abord assurer un dialogue national à Bamako, poursuivre la négociation avec les groupes du Nord qui renonceraient au terrorisme et entraîner l'armée malienne. Face à cette crise, "la réponse internationale doit être multiforme et bien mise au point", a-t-il dit.

Le rapport de M. Ban met en garde sur le recours à la force, qui "pourrait aussi risquer de ruiner toute chance d'une solution politique négociée".

Le gouvernement malien et les groupes armés Ansar Dine et MNLA, qui ont discuté directement pour la première fois, se sont engagés mardi à Ouagadougou à un "dialogue" basé sur le respect de l'intégrité territoriale du Mali et le rejet du "terrorisme".

M. Araud a fait valoir que ces négociations avaient été rendues possible par "la pression de l'opération militaire qui se prépare".